



**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie n° 2021-10  
du 7 octobre 2021 relative aux prochains tarifs péréqués d'utilisation des  
réseaux publics de distribution de gaz naturel des Entreprises Locales de  
Distribution (ATRD6 des ELD)**

*Réponses de GreenAlp – 10 novembre 2021*

Ce document constitue la réponse de GreenAlp à la consultation publique n° 2021-10 de la CRE (version non confidentielle).

**Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par les ELD gaz et la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?**

GreenAlp partage les enjeux identifiés par la CRE pour la période ATRD6, eux-mêmes cohérents avec les enjeux exposés par les ELD dans leur dossier tarifaire.

Le maintien d'un niveau de sécurité maximum du réseau de distribution est crucial, et comme indiqué par la CRE dans sa consultation : « le tarif ATRD6 devra permettre aux ELD de mettre en œuvre la politique industrielle nécessaire au maintien d'un niveau de sécurité élevé » (§ 2.3.2). GreenAlp conteste de ce fait plusieurs orientations proposées par la CRE, orientations – comme le plafonnement des investissements – qui pourraient remettre en question notre capacité à mettre en œuvre toutes les décisions qui contribueront à assurer la sécurité des réseaux relevant de notre responsabilité.

De même, pour moderniser et harmoniser les outils informatiques dans le but de favoriser le développement de la concurrence sur notre territoire, il est indispensable que nous disposions des moyens humains, techniques et financiers pour mener à bien ces projets essentiels. La couverture des charges d'exploitation et d'investissement en matière de SI doit pour cela être garantie.

Concernant le contexte d'accélération de la transition énergétique, mais également de réchauffement climatique, GreenAlp confirme que la baisse des consommations de gaz est tendancielle et même structurelle : cette baisse déjà enclenchée depuis quelques années à Grenoble va se poursuivre sur les années de l'ATRD6 et bien au-delà. Face à cette situation, GreenAlp est véritablement dans une démarche d'optimisation et de minimisation de ses coûts en essayant notamment au maximum d'optimiser ses investissements. Cependant, une majeure partie des investissements concerne la modernisation et le renouvellement des réseaux qui restent indispensables dans les prochaines années pour assurer la sécurité de ceux-ci.

Enfin, nous identifions que le modèle tarifaire ATRD actuel, qui a fait ses preuves depuis sa mise en place (maîtrise des tarifs pour les clients, incitation à la performance des GRD, etc.) montre aussi ses limites dans cet environnement de plus en plus difficile à prévoir sur certains aspects et en mouvement rapide. La hausse importante du tarif de GreenAlp pour l'ATRD6 en est une illustration. Ainsi, nous pensons qu'une réflexion avec l'ensemble des parties

prenantes sur une évolution structurelle du modèle national tarifaire afin d'accompagner l'évolution de la place du gaz devrait s'engager dès à présent dans l'optique de l'ATRD7.

**Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?**

Nous prenons acte de la reconduction des grands principes tarifaires de l'ATRD5 pour la période de l'ATRD6 des ELD (calendrier tarifaire avec une période de 4 ans et calcul du revenu autorisé). Ces grands principes doivent s'appliquer à toutes les ELD. Nous contestons donc les dérogations à ces principes envisagées par la CRE dans la suite de la consultation publique et ce uniquement pour GreenAlp. Les grands principes de détermination du revenu autorisé (rémunération et amortissement des investissements, mécanique du CRCP) doivent s'appliquer à tous les GRD sans discrimination.

Par ailleurs, eu égard aux évolutions majeures du contexte gazier et aux premières limites identifiées du cadre réglementaire actuel de l'ATRD (hausse significative du tarif d'acheminement en gaz pour GreenAlp qui pousse la CRE à envisager des dérogations au cadre réglementaire, dérogations qui ne sont pas acceptables), il semble nécessaire qu'une large réflexion soit lancée. Celle-ci pourrait conduire à faire évoluer les grands principes tarifaires de l'ATRD.

Enfin GreenAlp est favorable au principe d'une possibilité de révision des charges nettes d'exploitation retenues pour l'élaboration du tarif ATRD6 des ELD en cas de modifications importantes suite à de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires ou suite à une décision juridictionnelle ou quasi-juridictionnelle. Cependant l'unique possibilité de révision à mi-période nous semble trop contraignante d'un point de vue calendrier. Nous souhaitons que cette clause puisse être activée à tout moment avec une possibilité de révision rétroactive.

**Question 3 : Êtes-vous favorable à la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement envisagée pour les ELD de gaz à compter de leur tarif ATRD6 ?**

La problématique des coûts échoués, mais également celle de la moindre rentabilité des actifs du fait d'une baisse à venir des consommations de gaz, méritent une réflexion plus large qu'uniquement un questionnement sur la durée d'amortissement dans la BAR des branchements et des CI-CM (conduites d'immeubles – conduites montantes). Nous demandons à ce qu'une telle réflexion soit menée avec les différents acteurs concernés avant la mise en place de l'ATRD7.

Concernant la proposition de la CRE de la réduction de 45 à 30 ans de la durée d'amortissement dans la BAR des branchements et CI-CM, nous constatons que cela aura un impact à la hausse sur le tarif d'acheminement pour l'ATRD6 et que cet impact peut-être significativement différent d'une ELD à l'autre. Une analyse plus approfondie sur le cas des ELD doit donc être réalisée. Par ailleurs, si un tel principe était retenu, les modalités pratiques de mise en œuvre, notamment l'année à partir de laquelle la durée d'amortissement pour les actifs mis en service est réduite, doivent être étudiées et précisées.

Enfin dans le cadre de l'ATRD6, le sujet de la réduction de la durée d'amortissement de ces actifs doit être un sujet en lui-même. Il ne peut en aucun cas conduire à des arbitrages sur les autres éléments intervenant dans le calcul du revenu autorisé comme le CMPC ou les charges nettes d'exploitation.

**Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé des coûts échoués des ELD ?**

Les coûts échoués selon la définition de la CRE (à savoir la VNC résiduelle des actifs sortis de la BAR avant la fin de leur durée d'amortissement) constituent de réels coûts supportés par les GRD et doivent à ce titre faire l'objet d'une

couverture par le tarif ATRD. GreenAlp accueille donc favorablement les évolutions envisagées par la CRE mais regrette que l'ensemble des coûts échoués ne constituent pas un poste à part entière au CRCP (c'est-à-dire sans incitation ni nécessité de dossier spécifique transmis à la CRE). En effet, mis à part dans le cas particulier du projet de déploiement des compteurs communicants, la plupart de ces coûts ne sont pas maîtrisables ni prévisibles.

Par ailleurs, il est nécessaire que les modalités du dispositif présenté en consultation publique soient précisées, en particulier :

- Comment sont définis « les coûts échoués récurrents ou prévisibles » ?
- Pour les autres coûts échoués, quel est le processus de saisine de la CRE et de décision de cette dernière, et qu'est-ce qui est attendu dans les « dossiers argumentés » ?

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

GreenAlp n'est pas opposé au traitement envisagé pour les plus ou moins-values de cession des actifs cédés mais souhaite que ce traitement ne s'applique qu'aux actifs mis en service à compter de l'entrée en vigueur du tarif ATRD6 des ELD.

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien du fonctionnement actuel du CRCP, de l'évolution annuelle et de l'homothétie du tarif des ELD avec le tarif de GRDF ?

Le CRCP est un mécanisme fondateur du cadre de régulation actuel de l'ATRD. Il permet en effet une régularisation a posteriori de plusieurs postes de charges et de produits en prenant en compte tout ou partie des écarts entre les montants réellement constatés et les montants prévisionnels. Il garantit ainsi l'équilibre financier des tarifs pour les GRD. GreenAlp est favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement actuel du CRCP.

Dans son dossier tarifaire, GreenAlp, mais également l'ensemble des ELD, ont demandé un élargissement du plafond d'apurement du CRCP à +/- 3 %. L'objectif de cette demande est, dans l'intérêt de tous (GRD et consommateurs finaux), de réduire les soldes de CRCP accumulés en fin de période, et ce tout en maintenant des variations tarifaires limitées au sein d'une même période. Nous constatons en effet que sous certaines conditions les soldes de CRCP peuvent être très élevés : c'est le cas de GreenAlp en fin de période ATRD5. Ceci signifie que le tarif de la période passée ne reflétait pas l'équilibre entre les coûts et les recettes du GRD. Cet écart peut avoir un impact considérable sur le tarif de la période suivante. Nous notons que l'analyse réalisée par la CRE conduit cette dernière à préférer à ce stade maintenir un plafond à +/- 2 %. Il nous semble que cette analyse mériterait d'être partagée et approfondie dans le but de trouver une solution permettant de réduire les montants en valeur absolue des soldes de CRCP les plus élevés. En effet, même si dans certaines situations les soldes en fin de période peuvent s'avérer plus élevés avec un plafond à +/- 3 % qu'avec un plafond à +/- 2 %, il nous semble que l'écart en valeur absolue entre les deux options devrait rester relativement faible dans le cas général. A contrario dans le cas spécifique où l'écart entre la trajectoire initiale et le réalisé est fort et structurellement dans le même sens d'année en année, un plafonnement d'apurement à +/- 3 % permettrait d'en limiter nettement le montant par rapport à un plafonnement à +/- 2 %.

Enfin concernant le CRCP, nous notons que « la CRE envisage à ce stade de ne pas modifier le fonctionnement du CRCP » (§ 3.1.3 de la CP) et sommes donc très étonnés que dans la suite de la consultation la CRE envisage d'y déroger et ce uniquement pour GreenAlp. Le mécanisme de CRCP, dont l'apurement en totalité de son solde sur la période suivante est un principe fondateur, rappelé par la CRE dans sa consultation, doit être appliqué à tous sans discrimination. Nous refusons donc catégoriquement toute éventualité d'allongement ou de suppression d'apurement du solde du CRCP ATRD5 de GreenAlp (cf. réponse à la question 22).

Nous n'avons pas de remarque à formuler concernant la reconduction du principe d'homothétie avec le tarif de GRDF ainsi que les formules d'évolutions des grilles tarifaires.

**Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 des ELD ?**

GreenAlp prend acte de la volonté de la CRE de reconduire le principe de régulation incitative des charges nettes d'exploitation (CNE) ainsi que les principes d'opérateur efficace et d'objectifs de productivité. Une attention particulière doit cependant être portée à la manière de fixer les objectifs de productivité : ces objectifs doivent rester atteignables et cohérents avec le contexte et les enjeux identifiés. Ils ne doivent en aucun cas être préjudiciables à la sécurité des réseaux de gaz et la qualité du service public rendu. Concernant la fixation de ces objectifs, GreenAlp conteste l'approche retenue par la CRE, approche fondée sur les ajustements des CNE au titre de l'efficience proposés par Schwartz&Co dans son audit (cf. réponse à la question 19), rendant ainsi superflue toute l'analyse poste par poste très détaillée que le GRD et l'auditeur ont réalisée en amont.

Nous sommes globalement favorables au périmètre des charges et recettes couvert par le CRCP envisagé par la CRE et prenons acte du maintien des modalités de couverture par le CRCP des postes de charges et recettes qui étaient déjà en vigueur à l'ATRD5.

Nous saluons la proposition de la CRE – conforme aux attentes de l'ensemble des ELD – de supprimer la régulation spécifique portant sur les charges de capital « hors réseaux » et d'étendre le mécanisme de CRCP à ces charges. Ainsi pour la période ATRD6, en application de ce principe pour toutes les ELD, la totalité des charges de capital supportées par GreenAlp (charges de capital « réseau » et « hors réseau ») doit faire l'objet d'une couverture à 100 % via le CRCP. Nous contestons fermement la mise en place d'un mécanisme incitatif pour les investissements de GreenAlp (plafonnement et pénalités en cas de dépassement - cf. réponse à la question 8) et contestons donc l'intégration au CRCP des « incitations financières à la maîtrise des coûts d'investissements » pour GreenAlp.

Enfin, le fonctionnement et les modalités de prise en compte au CRCP des « charges relatives aux actions de développement de la concurrence sur le territoire des ELD » ne sont pas explicitées dans la consultation publique. Nous ne sommes donc à ce stade pas en mesure de formuler des remarques sur ce point et nous demandons à la CRE de le clarifier en amont de la délibération finale.

**Question 8 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées pour la régulation incitative des investissements des ELD ?**

Incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements « hors réseaux »

GreenAlp accueille très favorablement la proposition de la CRE de supprimer le mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements « hors réseaux » conformément à la demande des ELD. En application de cette orientation, la totalité des charges de capital (« réseau » et « hors réseau ») seront prises en compte au CRCP sur la période de l'ATRD6. Ce principe doit s'appliquer à l'ensemble des ELD sans discrimination et donc également à GreenAlp.

Incitation spécifique à la maîtrise des investissements de GreenAlp

GreenAlp est fermement opposé à la proposition de la CRE qui consisterait à introduire un plafonnement de ses investissements et une pénalité en cas de dépassement de ce plafond.

La très grande majorité des investissements de GreenAlp pour la période ATRD6 et pour les années suivantes sont des investissements qui relèvent d'obligations réglementaires (exemple : renouvellement des canalisations en fonte) ou d'obligations en matière de sécurité (exemple : renouvellement des CICM identifiées comme sensibles). Ces investissements ne peuvent pas faire l'objet d'arbitrage et de priorisation par une tierce partie. Il s'agit d'un enjeu de sécurité industrielle, dont la responsabilité est portée par le GRD, et qui doit donc rester maîtrisé par le GRD.

L'autre part des investissements, beaucoup plus réduite, correspond à des investissements nécessaires à la mise en œuvre des politiques énergétiques (injection de biométhane, ...) et à des investissements de transformation des métiers (SI, ...). Ces investissements doivent être réalisés et il serait préjudiciable de trop les retarder car ils sont indispensables pour accompagner la transition énergétique et l'ouverture à la concurrence.

L'analyse de la CRE des investissements des ELD conduit d'ailleurs bien à ce constat (cf. § 4.3.1 de la CP) :

« Les investissements relevant directement d'obligations réglementaires concernent toutes les ELD et constituent la majorité des montants demandés :

- la sécurisation des réseaux, comme le remplacement de canalisations, le renouvellement de réseaux, l'installation de dispositifs de sécurité ;
- l'intégration des CICM en concession, anticipée conformément au projet de loi dite « 3DS » ; »

et les autres investissements concernent « l'évolution de l'activité des ELD, notamment dans le contexte de la transition énergétique et de l'ouverture à la concurrence ».

Par ailleurs, en tant qu'industriel, nous sommes déjà dans une démarche de maîtrise et d'optimisation de nos investissements, par des approches opposables basées sur des analyses multicritères et des retours d'expérience. Et au-delà de cette démarche d'industriel, face aux enjeux gaziers majeurs sur notre territoire, nous mettons en œuvre une réelle politique visant à optimiser au maximum les investissements sur nos réseaux. La concrétisation de cette volonté nécessite des études approfondies afin de déterminer les branchements et portions de réseaux qui pourraient ne pas faire l'objet de renouvellement et être abandonnés. Ce travail est en cours et il devra se poursuivre bien au-delà de la période ATRD6.

Ainsi, si pendant les années de l'ATRD6, des investissements sur notre réseau s'avèrent indispensables d'un point de vue sécurité, ceux-ci doivent impérativement être réalisés et ce dans les meilleurs délais, sans pénalité financière quelle qu'elle soit. Introduire un tel plafond et mécanisme de pénalité pourrait conduire à la non-réalisation de certains de ces investissements indispensables ou à leur report, engendrant alors un réel risque en termes de sécurité.

Enfin, nous tenons à rappeler que les programmes d'investissements de GreenAlp, comme de l'ensemble des GRD gaz, font l'objet d'un suivi par nos autorités concédantes et les DREAL.

Par conséquent, nous contestons fermement cette orientation.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable à l'introduction de ces indicateurs incités sur les thématiques de l'ouverture à la concurrence sur le territoire des ELD ?

GreenAlp acte la volonté de la CRE d'introduire ces indicateurs incités.

Concernant l'indicateur « taux de changements de fournisseur réalisés dans les délais », nous nous interrogeons sur l'objectif de référence que la CRE propose de fixer à 100 %. Comment cet objectif a été défini ? Dans la partie 3.3.3.2 de la consultation publique, pour les indicateurs incités, la CRE indique que « l'objectif de référence [...] serait fondé sur la moyenne pondérée des performances des ELD sur les deux années précédentes ». Il nous semble que ce principe de fixation devrait alors également être utilisé pour l'indicateur relatif aux changements de fournisseurs. En tout état de cause, un objectif à 100 % n'est pas réaliste.

Par ailleurs, nous tenons à souligner que pour les deux indicateurs « taux de flux communs validés en GTo SI GRD gaz, implémentés dans les délais demandés » et « taux de webservices communs validés en GTo SI GRD gaz, implémentés dans les délais demandés » nous sommes dépendants des éditeurs. Nous demandons donc à la CRE d'introduire une clause permettant une exonération de la pénalité lorsque le non-respect des délais d'implémentation ne relève pas de la responsabilité du GRD. Le cas échéant la CRE pourrait s'appuyer sur les travaux du GTo SI GRD Gaz pour valider l'origine de ces retards.

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à la suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur pour les ELD incitées à développer un portail fournisseur et à l'introduction des indicateurs sur le délai de réponse aux études détaillées, le nombre de réclamations à la suite du raccordement des installations de biométhane, le nombre de fuites de méthane, les émissions de gaz à effet de serre et les montants associés aux volumes de pertes pour les ELD qui ont la responsabilité de leurs pertes ?

GreenAlp constate que la CRE envisage d'augmenter significativement pour les ELD le nombre d'indicateurs suivis et incités. Le suivi de tels indicateurs nécessite du travail en interne, mobilise de la main d'œuvre et a donc un coût. Il nous semble souhaitable que le nombre d'indicateurs suivis soit relativement constant d'une période tarifaire à l'autre. Ainsi, l'introduction de nouveaux indicateurs devrait s'accompagner de la suppression d'un nombre à peu près équivalent d'indicateurs en gardant les plus pertinents à suivre.

### Taux de disponibilité du portail fournisseur

A terme, avec la mise en place du portail commun, cet indicateur pourra être supprimé pour toutes les ELD. Afin de ne pas augmenter trop significativement le nombre d'indicateurs pour la période ATRD6, celui-ci pourrait éventuellement être supprimé dès à présent pour tous.

### Délai de réponse aux études détaillées pour les porteurs de projet biométhane et Nombre de réclamations consécutives au raccordement d'une installation de biométhane

Pour ces deux indicateurs, une fréquence mensuelle de calcul, de remontée à la CRE et de publication ne nous semble pas pertinente. Comme pour les indicateurs existants, nous demandons que :

- La fréquence de calcul soit trimestrielle ou semestrielle ;
- La fréquence de remontée à la CRE soit annuelle ;
- La fréquence de publication soit annuelle.

Par ailleurs, afin de suivre ces 2 indicateurs uniquement si cela a du sens, nous proposons que ceux-ci soient calculés, remontés à la CRE et publiés uniquement si le nombre d'études détaillées ou le nombre de réclamations n'est pas nul.

### Fuites de méthane émises dans l'atmosphère et Emissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère rapportées à l'énergie acheminée

Nous souhaitons que la CRE précise le but recherché avec le suivi de ces deux indicateurs. En effet, eu égard à nos missions et responsabilités, les ELD en tant que GRD gaz sont déjà fortement incitées et responsabilisées à minimiser le nombre et le volume des fuites sur leurs réseaux. Il s'agit en premier lieu d'un enjeu de sécurité industrielle, qui a lui seul suffit à inciter les GRD à réduire les fuites. En outre, il serait nécessaire de clarifier la méthodologie de calcul et de laisser aux ELD un délai raisonnable de mise en œuvre.

**Question 11 : En vue d'une simplification du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, identifiez-vous des indicateurs qu'il serait pertinent de supprimer pour la période ATRD6 des ELD ?**

Eu égard à l'ensemble des nouveaux indicateurs que la CRE envisage d'introduire, la suppression de certains indicateurs ne constituerait pas une simplification du dispositif de régulation incitative de la qualité de service pour la période ATRD6 mais plutôt une limitation de sa complexification.

Nous approuvons cette démarche et demandons à ce que le nombre total d'indicateurs suivis n'augmente pas d'une période tarifaire à l'autre.

A cette fin, pour l'ATRD6, nous proposons la suppression des indicateurs suivant :

1. Le taux d'absence au relevé des consommateurs de PCE 6M : d'une part la capacité du GRD à atteindre l'objectif de cet indicateur est très dépendant du taux de compteurs intérieurs aux logements (d'autant que les auto-relevés sont exclus de son calcul), et donc très variable d'une ELD à l'autre, et d'autre part cet indicateur va devenir obsolète avec le déploiement des compteurs communicants ;
2. Le taux de relevés semestriels (6M) sur index réels (relevés ou auto-relevés) : cet indicateur va devenir obsolète avec le déploiement des compteurs communicants ;
3. Le nombre de prestations de vérification de données de comptage aboutissant à une correction d'index : le nombre est très faible et le suivi de cet indicateur nous semble avoir peu d'intérêt ;
4. Le nombre de rendez-vous planifiés non respectés par le GRD : le nombre est très faible au regard du nombre total d'interventions et le suivi de cet indicateur nous semble avoir peu d'intérêt ;

**Question 12 : Êtes-vous favorable aux évolutions du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités ?**

Nous constatons la volonté de la CRE de réhausser les objectifs pour la majorité des indicateurs dont l'objectif n'est pas déjà à 100 %. Bien que nous approuvons une démarche d'amélioration continue et de qualité du service public



rendu, la fixation d'objectifs trop hauts n'est pas forcément opportune car la sur-qualité a un coût. Avant de réhausser ces objectifs, il nous semble donc indispensable de s'assurer que ceux-ci sont atteignables pour un opérateur efficace et ce, sans générer de coûts disproportionnés qui *in fine* seraient répercutés sur la facture des consommateurs.

Par ailleurs, nous constatons que pour un certain nombre d'indicateurs, la CRE envisage de fixer pour les ELD des objectifs de référence bien supérieurs à ceux fixés pour la période ATRD6 de GRDF. Nous ne comprenons pas cette différence. Exemples :

- Taux de MES réalisés dans les délais : l'objectif envisagé par la CRE pour l'ATRD6 des ELD est de 98 % (97 % pour l'ATRD5) alors qu'il est seulement de 93 % pour GRDF ;
- Taux de MHS réalisés dans les délais : l'objectif envisagé par la CRE pour l'ATRD6 des ELD est de 99 % (98 % pour l'ATRD5) alors qu'il est seulement de 95,5 % pour GRDF ;
- Taux de réponse aux réclamations de fournisseurs dans les délais : l'objectif envisagé par la CRE pour l'ATRD6 des ELD est de 100 % (objectif de 100 % pour l'ATRD5) alors qu'il est seulement de 96 % pour GRDF.

Ainsi, pour les indicateurs incités financièrement, nous contestons les évolutions envisagées par la CRE et demandons :

- Le maintien des objectifs de référence actuels (je appliqués pour l'ATRD5) pour tous les indicateurs, hormis les 2 indicateurs relatifs aux taux de réponse aux réclamations de fournisseurs et de consommateurs ;
- La fixation d'objectifs de référence basés sur les résultats constatés pour les 2 indicateurs relatifs aux taux de réponse aux réclamations de fournisseurs et de consommateurs.

Question 13 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période de l'ATRD 6 des ELD ?

Question 14 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées pour le dispositif de régulation incitative de la R&D et le dispositif *smart grids* ?

Concernant la mutualisation des projets de R&D, il nous semble nécessaire que les périmètres de mutualisation et les budgets alloués soient revus et précisés. En effet, ce n'est pas parce que deux projets de R&D portent sur la même thématique que leurs objectifs et livrables sont identiques. Ils peuvent être complémentaires et donc nécessiter des budgets différents. Par ailleurs, la mutualisation pourrait également s'appliquer aux projets qui seraient communs à GRDF et certaines ELD.

S'agissant des projets *smarts grids*, nous prenons acte de la volonté de la CRE d'introduire pour les ELD un mécanisme de guichet. Cependant nous nous interrogeons sur la faisabilité de la mise en œuvre d'un tel dispositif pour la structure des ELD.

Question 15 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous d'autres actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Nous prenons acte de la volonté de la CRE de mettre en place un système pour inciter à la réalisation d'actions jugées comme prioritaires. Cependant, les modalités présentées à ce stade dans la consultation ne nous semblent pas totalement satisfaisantes ou pas suffisamment explicitées.

Tout d'abord, il est nécessaire de bien clarifier les modalités de couverture des coûts qui seraient engendrés par ces actions.

Par ailleurs, il nous semble nécessaire que les actions jugées comme prioritaires soient préalablement mises en concertation afin de s'assurer que le caractère prioritaire soit bien partagé par les différentes parties prenantes. Les délais d'exécution associés, quand ils ne sont pas imposés par des textes législatifs ou réglementaires, doivent également bien faire l'objet de concertation avec tous les acteurs impliqués.

Concernant les pénalités, nous sommes un peu étonnés de la fixation dès à présent d'un cadre de sanctions alors même que le cahier des charges de la première action identifiée comme prioritaire n'a pas été défini. Une clause d'exonération des pénalités devrait également être prévue dans le cas où le non-respect des délais ne relève pas de la responsabilité des ELD. Enfin, lorsque les délais sont fixés par des textes législatifs et réglementaires il n'est pas opportun de mettre en place de telles pénalités puisque les opérateurs sont déjà contraints par ces textes.

**Question 16 : Quelle solution privilégiez-vous entre le maintien et la suppression d'un budget permettant de mener des actions de développement du nombre de consommateurs ?**

Avec le classement du réseau de chauffage urbain en 2018 sur la métropole de Grenoble, GreenAlp n'envisage pas un développement du nombre de consommateurs gaz sur son territoire, ce nombre est amené à diminuer dans les années à venir. Cependant, il nous semble que certaines actions relatives au gaz permettent d'accompagner la transition énergétique. Il s'agit notamment des conversions fioul-gaz mais aussi le développement de la mobilité gaz (en favorisant le développement de stations GNV et la conversion de véhicules) ainsi que la promotion des solutions gaz performantes.

En tout état de cause, quelle que soit l'option retenue relative au traitement des charges liées au « développement du gaz », les frais de communication doivent être traités à part. Il s'agit en effet d'actions spécifiques indépendantes des actions de promotion et de développement du gaz (présentation des nouvelles contraintes réglementaires et législatives, communication autour de la sécurité gaz, etc.). Ainsi GreenAlp demande à ce que son budget prévisionnel relatif à la communication soit maintenu dans la trajectoire des charges d'exploitation pour l'ATRD6 indépendamment du traitement choisi pour les actions de développement du gaz.

Pour les mêmes raisons, le bilan financier ATRD5 présenté dans la partie 3.5 de la consultation publique devrait uniquement inclure les aides liées au développement du nombre de consommateurs. Or le budget annuel moyen dépensé et exposé par la CRE prend également en compte les dépenses de communication alors que celles-ci sont clairement identifiées sur une ligne distincte du BP OPEX et ne font pas partie de cette régulation incitative.

**Question 17 : Le cas échéant, partagez-vous l'orientation de la CRE concernant le périmètre des actions de développement à couvrir ?**

Pour une question d'égalité de traitement, il est important que la CRE retienne, pour les ELD, au moins le même périmètre d'actions de développement que celui qui avait été acté pour la période tarifaire ATRD6 de GRDF. Nous demandons également que la CRE retienne le budget prévisionnel des dépenses de communication qui est bien distinct du budget développement.

**Question 18 : Avez-vous une remarque sur la déclinaison du cadre de régulation des projets de comptage évolué des ELD de gaz détaillée en annexes ?**



**Question 19 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation des ELD ?****Contestation de l'ajustement de l'auditeur au titre de l'efficience**

Dans ses rapports d'audit, Schwartz&Co a proposé pour chaque ELD une trajectoire cible d'efficience globale sur la période ATRD6 par rapport à un niveau historique de productivité. Cette analyse l'a conduit à proposer à la CRE d'appliquer des ajustements additionnels sur les CNE de trois ELD au titre de l'efficience, dont GreenAlp. Dans sa consultation publique, la CRE envisage de retenir ces ajustements additionnels.

Sans remettre en cause la nécessité de productivité et la notion « d'opérateur efficace », GreenAlp critique la démarche d'analyse d'efficience mise en place par l'auditeur et **conteste l'application de ces ajustements additionnels**.

Nous critiquons en particulier :

- la pertinence d'une telle analyse au titre de l'efficience après une analyse poste par poste très approfondie ;
- la référence historique retenue (niveau de productivité en 2019) ;
- les modalités d'application de la notion de « périmètre d'activité constant ».

**Critique de la pertinence d'une telle analyse au titre de l'efficience après une analyse poste par poste très approfondie**

Nous tenons à souligner notre interrogation sur la mise en œuvre de ces ajustements additionnels au titre de l'efficience alors qu'un travail très précis a été effectué poste par poste. Pour les postes considérés dans le « périmètre d'activité constant », à quoi ont servi tout le travail de prévision à la maille la plus fine possible réalisé par l'ELD et tout le travail détaillé d'analyse de l'auditeur, si au final, quelles que soient les conclusions de ces travaux de prévisions et d'analyses, la trajectoire retenue est déterminée à partir de la valeur d'un ratio historique (ici les CNE / km de canalisation en 2019) et d'un coefficient de baisse (ici - 0,5 %/an) ?

Dans le cas de GreenAlp, le projet de rapport final de S&Co conduisait à un ajustement des CNE au titre de l'analyse poste par poste de -5,7 % et un ajustement au titre de l'efficience de -1,8 %, soit un ajustement total de -7,4 %. Suite à ce projet de rapport, GreenAlp a apporté à l'auditeur un certain nombre d'éléments justificatifs supplémentaires ce qui a conduit ce dernier à revoir sa trajectoire de CNE prévisionnelle et par conséquent son niveau d'ajustement. Dans son rapport final, l'ajustement poste par poste s'élève à -3,4 % (au lieu de -5,7 % initialement). L'écart entre ces deux niveaux d'ajustement correspond à des coûts (ou moindres recettes) que supportera GreenAlp sur les années de l'ATRD6 et que l'auditeur juge justifiés. Or avec la mécanique d'ajustement au titre de l'efficience, ces coûts jugés comme justifiés se retrouvent de nouveau supprimés : dans son rapport final, l'ajustement au titre de l'efficience passe en effet de -1,8 % à -3,8 %. Si ces coûts sont justifiés pourquoi les ajuster ?

Cette illustration montre bien qu'avec cette mécanique d'ajustement au titre de l'efficience, tout le travail de prévision et d'analyse poste par poste est alors superflu : quelles que soient les justifications, c'est la trajectoire d'efficience (« CNE 2019 / km de canalisation » diminué de 0,5 % par an) qui est retenue.

Cette mécanique conduit par conséquent à ajuster des postes alors que les coûts sont totalement justifiés et approuvés par l'auditeur. Nous contestons pour cela cette approche.

**Critique de la référence historique retenue (niveau de productivité en 2019)**

Lors du travail précis de prévisions et d'analyses, effectué aussi bien par GreenAlp que par l'auditeur, pour chaque poste la meilleure référence a été interrogée et selon les situations, la moyenne historique (de 2018 à 2020 ou sur 2018-2019) ou le réalisé (2019 ou 2020) ou une valeur prévisionnelle a été retenue. Il est de ce fait clairement partagé qu'une unique référence historique ne peut pas être retenue pour l'ensemble des postes de charges et produits car ceux-ci présentent des dynamiques différentes. Face à ce constat, comment justifier un objectif d'efficience au global à partir d'une unique référence, dans le cas présent le niveau de CNE en 2019 ?

Le travail d'analyse poste par poste en cherchant à déterminer dans chaque cas la meilleure référence possible nous semble beaucoup plus précis et fondé que l'usage d'une trajectoire linéaire partant de l'unique référence 2019.

**Critique des modalités d'application de la notion de « périmètre d'activité constant »**

Nous comprenons la démarche de l'auditeur de réaliser cette analyse d'efficience sur la base « d'un périmètre constant » d'activité. Cependant, pour définir ce « périmètre constant », Schwartz&Co a écarté les CNE liées à seulement un nombre limité de postes (cf. les rapports d'audit des ELD, partie « Analyse d'efficience ») :

*« Afin d'obtenir les CNE à « périmètre d'activité constant », nous avons déduit des CNE l'ensemble des charges et recettes résultant de contraintes exogènes et imprévisibles, soit les éléments suivants :*

- Charges associées au projet CICM ;
- Charges associées au projet DPBE ;
- Charges associées aux impayés (au CRCP) ;
- Recettes non incitées (au CRCP) ;
- Biométhane. »

Cette liste n'est pas exhaustive et doit être adaptée à chaque ELD. Par ailleurs, l'évolution des contraintes réglementaires et législatives ainsi que l'évolution du contexte nécessitent des adaptations des activités des GRD gaz qui ont des répercussions sur les charges et recettes d'exploitation. Ainsi, pour véritablement définir un « périmètre d'activité constant », d'autres CNE devraient être écartées de l'analyse comme par exemple toutes les CNE supplémentaires liées aux programmes de maintenance des réseaux de distribution de gaz (programmes qui doivent évoluer selon les nouvelles contraintes législatives et réglementaires).

Pour ces différentes raisons, nous contestons l'approche méthodologique retenue pour fixer des objectifs de productivité aux ELD et nous contestons par conséquent l'application des ajustements proposés par S&Co au titre de l'efficience. L'approche méthodologique n'est en effet pas satisfaisante et devrait à minima être adaptée sur les aspects suivants :

- La définition du « périmètre d'activité constant » ;
- L'application du coefficient de baisse uniquement à partir de 2022 ;
- L'articulation avec les ajustements supplémentaires de la CRE.

#### **Modification du « périmètre d'activité constant »**

[confidentiel]

#### **Application du coefficient de baisse uniquement à partir de 2022**

Si l'année 2019 était maintenue comme référence, nous demandons qu'il n'y ait pas d'effort de productivité appliqué rétroactivement sur les années passées ou déjà entamées (à savoir les années 2020 et 2021), qui plus est sur des années impactées par la crise sanitaire de la covid-19, en particulier l'année 2020 pendant laquelle énormément de temps a été passé à tous les niveaux hiérarchiques sur la gestion de la crise et la mise en place et l'exécution de protocoles sanitaires. **Nous demandons ainsi que le coefficient de baisse de -0,5 % /an ne soit appliqué qu'à partir de 2022 et non dès 2020.**

#### Révision de l'articulation avec les ajustements supplémentaires de la CRE sur les CNE

Si des ajustements au titre de l'efficience étaient appliqués aux CNE de GreenAlp, l'articulation entre ces ajustements et les ajustements supplémentaires de la CRE (R&D et développement gaz) devrait absolument être revue : les ajustements supplémentaires de la CRE ne peuvent en aucun cas s'appliquer de manière additionnelle aux ajustements d'efficience issus du travail de l'auditeur. Le principe même de cette analyse d'efficience est d'être appliquée après l'ensemble de tous les ajustements poste par poste afin d'obtenir la trajectoire de productivité visée. Nous contestons donc l'approche à ce stade retenue par la CRE dans la consultation publique pour l'articulation entre les différents ajustements et demandons que cela soit revu et partagé avec les ELD concernées en amont de la délibération.

**Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du tarif ATRD6 des ELD et notamment le maintien des paramètres utilisés pour GRDF en prenant en compte la baisse du taux d'imposition sur les sociétés intervenue entre temps ?**

La CRE propose dans sa consultation publique une valeur de CMPC de 4,02 % (réel, avant impôts), issue de la reprise des paramètres retenus pour GRDF à l'ATRD6 en janvier 2020, à l'exception du taux d'impôt sur les sociétés qui sera de 25 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Les ELD du SPEGNN ont formulé une demande basée sur un rapport d'expert, qui prend en compte :

- L'évolution de la conjoncture économique ;
- La situation spécifique des ELD, qui influe sur les paramètres suivants :
  - la prime de dette : prise en compte d'entreprises notées BBB plutôt que d'entreprises notées A ;
  - la prime petit opérateur : prise en compte des conditions de financement spécifiques aux opérateurs de petite taille dans le coût de la dette ;
  - le bêta de l'actif : prise en compte de l'exposition accrue aux risques résiduels de petits opérateurs par rapport à GRDF.

Nous maintenons notre demande initiale et nous regrettons l'approche de la CRE qui ne prend pas en compte les spécificités des ELD.

**Question 21 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges de capital à couvrir sur la période du tarif ATRD6 ?**

#### Trajectoire d'investissements

Nous notons que dans la partie 4.3.1 de la consultation publique, la CRE reconnaît elle-même que :

« Les investissements relevant directement d'obligations réglementaires concernent toutes les ELD et constituent la majorité des montants demandés :

- la sécurisation des réseaux, comme le remplacement de canalisations, le renouvellement de réseaux, l'installation de dispositifs de sécurité ;
- l'intégration des CICM en concession, anticipée conformément au projet de loi dite « 3DS » ; »

et que les autres investissements concernent « l'évolution de l'activité des ELD, notamment dans le contexte de la transition énergétique et de l'ouverture à la concurrence ».

Nous partageons ces constats et nous contestons pour cela le plafonnement des investissements de GreenAlp et la pénalisation de celui-ci en cas de dépassement du plafond. Les investissements prévisionnels de GreenAlp pour les années à venir relèvent en premier lieu d'enjeux de sécurité et ne doivent en aucun cas faire l'objet d'un tel mécanisme de plafonnement. Voir la réponse formulée par GreenAlp à la question n° 8.

En outre, la CRE souligne dans sa consultation publique l'enjeu primordial de modernisation et d'harmonisation des SI des ELD en ciblant notamment comme action prioritaire le développement d'un portail commun. Pour répondre à cet enjeu, les charges de capital des ELD relatives aux SI doivent être couvertes par le tarif ATRD. Mis à part pour GreenAlp, la CRE le prévoit bien grâce à l'introduction au CRCP des charges de capital hors réseau dont font partie les investissements SI. Dans le cas de GreenAlp, pour les mêmes raisons, ces charges doivent être au CRCP sans plafonnement ni pénalité. Or dans sa consultation, la CRE envisage pour GreenAlp de revoir à la baisse les prévisions d'investissement SI et de plafonner la trajectoire globale d'investissement de cette ELD. Ceci ne nous permettrait pas d'avoir les moyens d'investir dans de nouveaux projets SI comme le portail commun. A cette fin nous demandons à ce que nos investissements ne fassent pas l'objet d'une régulation incitative (ni plafonnement ni pénalité) et que l'ensemble de nos charges de capital (réseau et hors réseau) soit au CRCP comme ce sera le cas pour les autres ELD.

#### Réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement

La CRE envisage de réduire de 45 ans à 30 ans la durée d'amortissement des branchements et des CICM pour les ELD à l'image de ce qui a été retenu pour GRDF. Nous tenons à souligner que l'impact sur le tarif ATRD d'une telle modification sera indéniablement différent d'une ELD à l'autre. Ce sujet nécessite une analyse approfondie avant

que toute décision ne soit prise. En outre, si cette orientation était retenue, les modalités d'application de ce nouveau dispositif devront être cohérentes avec celles qui avaient été retenues pour GRDF en janvier 2020.

**Question 22 : Quelle est votre position sur l'allongement, voir l'annulation, de l'apurement du solde de CRCP résiduel de GreenAlp pour le tarif ATRD ?**

Dans sa consultation publique, la CRE envisage : « pour l'ensemble des ELD, à l'exception de GreenAlp, de reconduire la méthode d'apurement du CRCP retenue pour le tarif ATRD5 des ELD ». GreenAlp conteste fermement qu'une exception – qui consisterait en une annulation du solde du CRCP constitué sur la période ATRD5 ou en un allongement de l'apurement de celui-ci – puisse lui être appliquée sur le mécanisme de CRCP, principe de base du cadre réglementaire de l'ATRD.

L'annulation du solde du CRCP de la période ATRD5 pour GreenAlp est inconcevable et ce pour plusieurs raisons :

- Le mécanisme du CRCP (existence même de ce compte de régularisation, son principe d'apurement au sein d'une période avec le k et l'apurement de son solde sur la période suivante) est un mécanisme majeur du tarif ATRD en lui-même. Il permet de garantir à la fois aux GRD et aux consommateurs la juste couverture des charges à leur niveau réel pour les postes qui sont au CRCP. Remettre en cause ce mécanisme ferait perdre toute crédibilité et confiance dans le tarif ATRD : la CRE aurait la possibilité « d'annuler » des montants de manière unilatérale.
- Sur un principe aussi fondateur qu'est le CRCP et son apurement pour le tarif ATRD, aucune exception ne peut être faite : le traitement doit être le même pour tous les GRD.
- Le solde du CRCP ATRD5 de GreenAlp est un manque à gagner pour le GRD de Grenoble constitué sur la période de l'ATRD5. Cela signifie que le tarif ATRD5 était sous calé et ne reflétait pas sur cette période l'équilibre entre charges et recettes. Comme le rappelle la CRE dans sa consultation publique (§ 3.1.3) : « Le solde du CRCP est calculé au 31 décembre de chaque année. Il est apuré sur une durée de 1 an dans la limite d'une évolution tarifaire annuelle associée à cet apurement de +/- 2 %. En cas d'atteinte de ce plafond, le solde du CRCP non apuré au cours de l'année considérée est reporté à l'année suivante. [...] En outre, le solde du CRCP en fin de période tarifaire est pris en compte lors de l'établissement du revenu autorisé de la période suivante. Le solde du CRCP est ainsi remis à zéro en début de chaque période tarifaire ». Les règles de fonctionnement de l'ATRD5 étaient claires : le solde du CRCP constitué sur la période ATRD5 sera apuré en totalité sur la période suivante via une prise en compte dans le revenu autorisé. Ces règles ne peuvent pas être modifiées rétroactivement et nous devons être compensés du manque à gagner que nous n'avons pas perçu sur la période ATRD5.

L'allongement de l'apurement du CRCP ne peut être envisagé pour les mêmes raisons : principe fondateur qui doit s'appliquer à tous, manque à gagner sur la période précédente pour lequel les règles fixées doivent s'appliquer, perte de crédibilité et de confiance dans le tarif ATRD. Par ailleurs, l'allongement de l'apurement aurait des conséquences néfastes pour les consommateurs :

- Le solde à apurer augmenterait chaque année puisque ce solde doit être actualisé au taux sans risque. Les consommateurs devraient donc reverser plus au GRD alors qu'ils auraient pu le rembourser en totalité dès la période ATRD6.
- Puisque le nombre de consommateurs gaz à Grenoble diminue, si l'apurement du solde est allongé au-delà de la période ATRD6 (ie sur l'ATRD7), alors celui-ci se ferait sur un nombre plus réduit de consommateurs alors que c'est l'ensemble des consommateurs de la période ATRD5 qui devraient financer cet apurement.

Pour ces deux raisons, l'allongement de l'apurement n'est pas une solution. Il aurait pu éventuellement être envisagé si la hausse tarifaire était ponctuelle et limitée à la période ATRD6, mais ce n'est vraiment pas le cas puisque la baisse des volumes de gaz est structurelle et se poursuivra sur les années au-delà de l'ATRD6.

Pour toutes ces raisons, nous sommes profondément opposés à l'allongement, voire l'annulation de l'apurement de notre solde du CRCP résiduel ATRD5.

Enfin, la CRE justifie sa suggestion d'annulation du solde du CRCP ATRD5 de GreenAlp par « la baisse des consommations et donc la hausse tarifaire anticipée ». Si la régulation tarifaire actuelle de l'ATRD – et son mécanisme intrinsèque de CRCP – ne permet pas de répondre aux enjeux présents et à venir et aux évolutions du système gazier,

dont la baisse des volumes est une réalité aujourd'hui pour GreenAlp et demain pour tous les GRD gaz, c'est que l'ATRD en lui-même doit évoluer et ce pour tous les GRD.

Question 23 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 des ELD ?

Les différentes contestations, demandes et remarques de GreenAlp sur les postes constitutifs du niveau de charges à couvrir par le tarif sur la période ATRD6 sont détaillées dans les réponses aux questions précédentes de la consultation.

Nous tenons à rappeler que tout en cherchant à garantir l'efficacité des opérateurs, il est important de s'assurer que le tarif ATRD permette aux GRD de disposer des moyens de mener à bien leurs missions essentielles. A ce titre nous réitérons notre demande formelle d'apurer en totalité sur la période ATRD6 le solde du CRCP de GreenAlp constitué sur la période ATRD5 et nous contestons tout plafonnement de nos investissements.

Question 24 : Avez-vous des remarques relatives aux trajectoires de consommation et de nombre de consommateurs envisagées ?

Dans la mesure où la CRE retient les trajectoires de consommation et de nombre de contrats que nous avons établies sur la base de notre meilleure estimation des évolutions à venir, nous n'avons pas de remarques à formuler sur ce sujet.

Question 25 : Avez-vous des remarques relatives aux évolutions tarifaires envisagées pour l'ATRD6 des ELD ?

#### Application de la hausse tarifaire

Dans sa consultation publique, la CRE présente les variations tarifaires des ELD de manière lissée sur les 4 années de l'ATRD6 et précise que « Pour les besoins de la présente consultation publique, la CRE a retenu une évolution tarifaire lissée. Cela ne préjuge pas de la façon dont la CRE calculera l'évolution tarifaire au 1er juillet 2022 et pour chaque évolution annuelle. » (§ 4.8.1.2).

GreenAlp n'est pas favorable à un lissage tarifaire et demande à la CRE une application en une seule fois au 1<sup>er</sup> juillet 2022 de la hausse de son tarif ATRD entre la période ATRD5 et la période ATRD6. En tout état de cause, GreenAlp demande formellement à être consulté sur ce sujet avant que toute décision ne soit prise par la CRE et regrette qu'aucune question n'ait été posée à ce sujet dans la consultation publique.

#### Révision du cadre de régulation ATRD

La hausse importante du tarif ATRD6 de GreenAlp est en grande partie liée à l'évolution de la place du gaz dans le mix énergétique. La situation aujourd'hui rencontrée à Grenoble se produira très probablement dans d'autres territoires. Dès lors, il nous semble que le mécanisme régulateur ATRD doit être réinterrogé avant la mise en place de l'ATRD7 de GRDF.